

Même mes amis du Nouveau parti démocratique qui veulent voir tous ces gens ici, au Canada, seront bien obligés de reconnaître que nous voulons les aider à aller dans des pays où l'on pense comme eux, et non pas leur imposer nos habitudes. Nous n'avons pas besoin de cela. Nous ne voulons pas les exterminer. Il y a de la place pour eux en URSS et à Cuba. J'entends mon ami de Toronto quelque chose...

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): C'est un nouveau nom!

Une voix: Scarborough-Ouest.

M. Caouette (Témiscamingue): Scarborough-Est?

Une voix: Ouest.

M. Caouette (Témiscamingue): Scarborough-Ouest.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il devrait venir de l'Est. C'est un gars qui vient de l'Est et qui a une barbe!

M. Caouette (Témiscamingue): C'est cela, s'il venait de l'Est, ce serait correct! C'est parce qu'il vient de l'Ouest qu'il n'est pas correct.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Dans l'Ouest, on trouve de braves gens.

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je ne blâme pas le député de dire: Acceptons-les au nom de l'humanisme. Pourquoi le député ne suggère-t-il pas que nous aidions monétairement, physiquement, moralement, mentalement, à diriger ces gens-là sur l'URSS, sur Cuba et sur la Chine au lieu de les amener au Canada? C'est drôle, on ne parle jamais de cela.

M. Pelletier (Hochelaga): On ne dit pas où envoyer les créditistes non plus.

M. Caouette (Témiscamingue): Non, parce qu'ils se sentent bien au Canada. Monsieur l'Orateur, c'est aussi simple que cela. Les créditistes veulent sincèrement travailler à développer le Canada, et non pas à le détruire. C'est tellement vrai que nous sommes un groupe de 15, tous de la province de Québec...

M. Pelletier (Hochelaga): Mais seulement trois sont présents.

M. Caouette (Témiscamingue): ... et encore, nous lutons pour l'ensemble du Canada. Je pense bien que tous mes collègues reconnaîtront que nous prenons position pour un Canada, et non pas pour 12 ou 15. Nous voulons un Canada canadien pure laine, comme nous le disons en bon français chez moi. Monsieur l'Orateur, même si c'est pour protéger le Canada, pour protéger la population, je comprends que des gens, des policiers ou d'autres, pourront peut-être abuser des pouvoirs conférés par le bill C-176, mais ce n'est pas à cause des abus que nous l'accepterons, mais dans le but de protéger la société contre la subversion, non pas pour punir quelqu'un qui ne mérite pas d'être puni, mais pour protéger réellement la société.

● (2030)

Ce matin, je recevais à mon bureau deux policiers et un avocat de la police de la Communauté urbaine de Montréal, qui me disaient: Si le projet de loi nous oblige à aviser le criminel que dans 90 heures nous allons espionner au moyen de tables d'écoute, il est bien clair que le

Protection de la vie privée

gars n'utilisera pas son téléphone. Alors, si nous voulons détecter les criminels, il faut donner le droit aux policiers d'utiliser les tables d'écoute quand c'est nécessaire.

Alors, monsieur l'Orateur, dans plusieurs domaines, nous aurons besoin des services de ces gens-là, par exemple, en ce qui a trait à ceux qui sèment à cœur de jour la subversion, l'idée de la violence. Chartrand, à Montréal, le disait samedi après-midi: Aux armes Canadiens! Aux armes citoyens pour reconquérir notre liberté!

Que Chartrand vienne donc me dire à moi quelle liberté existe à Cuba, à Moscou, à Pékin, en Algérie. Je l'ai dit la semaine dernière, si Chartrand allait tenir les mêmes propos à Cuba, en deçà de 12 heures, il passerait par le peloton d'exécution. Et c'est vrai, ce que je dis là.

M. Pelletier (Hochelaga): Au Chili aussi!

M. Caouette (Témiscamingue): Au Chili, ce serait la même chose! C'est l'honorable ministre des Communications (M. Pelletier) qui vient de me dire cela. Je ne sais pas si c'est parce qu'il était ami intime de M. Allende, mais au Chili, ce serait la même chose. Mais au Chili, on appelle cela la répression. Dans les autres pays, on appelle cela la révolution. Cela est exactement pareil, mais les mots sont différents. On parle d'une révolution pour libérer le peuple et l'on met un carcan dans le cou des gens comme en Tchécoslovaquie et dans tous les autres pays socialistes du monde. Quand on se bat contre cela, quand on lutte pour protéger les libertés, on appelle cela de la répression.

Monsieur l'Orateur, qu'on m'appelle ce qu'on voudra, je veux ma liberté, et je veux que mes concitoyens canadiens aient aussi leur liberté. Prenons les moyens de protéger cette liberté-là envers et contre quiconque. Voilà pourquoi le bill C-176, appliqué logiquement et humainement, protégera la société canadienne, nous protégera nous-mêmes et protégera les générations qui nous suivront, parce que si nous leur enlevons la liberté de demain, dans 15 20 ou 25 ans, on nous blâmera d'être des déçus et d'avoir abandonné cette liberté qu'on ne pourra peut-être jamais recouvrer.

Alors, monsieur l'Orateur, soyons logiques. Nous avons un pays immense, un des plus beaux pays du monde, un pays riche à craquer et une population désireuse de participer à son développement. Monsieur l'Orateur, nous avons l'obligation morale d'aider, de protéger, de sauvegarder et d'orienter cette nation vers des progrès insoupçonnés, vers la liberté totale et la sécurité économique pour tous et chacun. Alors, personne au monde ne viendra nous faire la leçon, mais nous constituerons, nous, du Canada, un exemple vivant pour tous les pays du monde, leur prouvant que la sécurité avec la liberté c'est possible, parce que nous l'aurons donnée à nos propres concitoyens.

[Traduction]

Des voix: Le vote!

[Français]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non, non, monsieur le président, je m'excuse envers mes collègues de la Chambre. Je discutais avec le ministre des Postes (M. Ouellet) d'une question très importante de la part de tous les députés. C'est la première fois que je me sers...

[Traduction]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Écrivez-moi.